



AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
LE RECOURT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE MENER UNE
ETUDE DE PREFASABILITE DU PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CENTRE
NATIONAL DE TRAITEMENT DES REBUTS POSTAUX AU CAMEROUN.

1. Contexte et justification

Le secteur postal camerounais traverse une phase de mutation profonde, sous l'effet conjugué de l'ouverture du marché à la concurrence, de l'essor du commerce électronique et de la diversification des services financiers numériques. Bien que porteurs d'opportunités, ces changements révèlent plusieurs fragilités structurelles et opérationnelles qui entravent l'efficacité et la performance du système postal national. En ce qui concerne les acteurs du marché qui exercent l'activité postale, il y a lieu de mentionner notamment :

- l'opérateur concessionnaire, la CAMPOST qui dispose d'un vaste réseau sur tout le territoire national (environ 276 bureaux de poste et points de contacts postaux) ;
- les opérateurs privés postaux au nombre de 44 totalisant plus de 443 points de contacts postaux ;
- de nombreux opérateurs postaux évoluant en marge de la réglementation ;
- les partenaires techniques des opérateurs de messagerie postale.

La mutation observée dans ce secteur d'activités au potentiel économique avéré, amène le régulateur aux constats ci-après :

- selon les données disponibles et les études menées dans le secteur postal, le volume des rebuts postaux est estimé chaque année à des millions d'envois postaux. Dans certains pays, le taux d'échec de livraison oscille entre 5% et 15% des envois, ce qui représente une quantité significative de rebuts. Au Cameroun, ce taux se situe entre 10% et 20% des envois collectés, ce qui constitue une réelle préoccupation tant pour le régulateur postal, les opérateurs postaux que pour les consommateurs ;
- l'insuffisance d'infrastructures spécialisées limite la capacité du pays à absorber et à gérer efficacement les volumes croissants d'envois ;
- le traitement inadéquat des rebuts engendre des charges additionnelles de stockage, de transport et parfois celles liées aux contentieux ;
- l'absence d'un système national de gestion des rebuts postaux constitue un risque environnemental et sécuritaire certain. En effet, les envois non distribués ou retournés sont souvent entassés ou détruits de manière non sécurisée, entraînant une pollution potentielle, des pertes économiques et des risques liés à la manipulation d'objets sensibles ou dangereux. Cette faiblesse, dans un contexte de croissance rapide de la logistique et du e-commerce, menace à la fois la durabilité de l'écosystème environnemental et la sécurité des envois postaux ;
- le dispositif de régulation et du contrôle de la qualité demeure insuffisant malgré les avancées législatives. La loi n°2020/004 régissant les activités postales au Cameroun a

renforce le rôle du MINPOSTEL en le dotant d'une structure en charge de la régulation des opérateurs agréés compliquant l'application uniforme des standards de qualité. La régulation demeure ainsi fragmentée, limitant l'efficacité du suivi et de l'évaluation des services postaux, particulièrement dans le domaine critique de la gestion des rebus.

En somme, la croissance quantitative du secteur postal ne s'est pas encore traduite par une amélioration qualitative suffisante. Les limites relevées soulignent l'urgence de mettre en place des mécanismes modernes, spécialisés et durables pour traiter les rebus postaux, réduire les pertes économiques et renforcer la confiance des usagers dans le système postal national.

2. Consistance des prestations

Le consultant, dans sa mission, devra faire une analyse exhaustive de toutes les exigences optimales nécessaires à la mise en place de ce centre de traitement des rebus. Il sera question de passer en revue les éléments non exhaustifs suivants en rapport avec les entités concernées :

2-1. Spécifications techniques des infrastructures et des équipements, les plateforme et normes, les ressources humaines, la gouvernance et le pilotage du centre.

2-2. Aspects fonciers et environnementaux

La mise en œuvre du centre national de rebus postaux implique des considérations foncières et environnementales majeures, qui conditionneront sa faisabilité et sa durabilité ainsi que les mécanismes de collecte et de traitement des données à proposer.

2-4. Partenaires stratégiques

La réussite du projet reposera sur une mobilisation et une coordination efficace entre les acteurs publics, privés, les partenaires techniques et financiers ainsi que les organisations de la société civile qu'il convient de consulter. Le consultant devra énumérer dans sa proposition, les parties prenantes et partenaires au projet et leurs rôles respectifs.

2-5. Appropriation financière

La durabilité du projet repose sur un modèle financier solide, assurant la soutenabilité des charges d'exploitation et la réduction progressive de la dépendance aux subventions publiques. Il est question d'identifier/proposer le modèle d'affaires le mieux adapté au fonctionnement optimal de ce centre.

2-6. Mécanismes de contrôle et d'audit

Afin de garantir la transparence, la bonne gouvernance et la redevabilité, le projet sera assujéti à un dispositif rigoureux de contrôle et d'audit, couvrant aussi bien les dimensions techniques, financières qu'environnementales. Il s'agira d'identifier les différents types d'audit nécessaires dans le cadre de ce projet.

3. Financement

Le financement de ce projet se fera sur le Budget d'Investissement Public du Ministère des Postes et Télécommunications, exercice 2026, ligne n°450-0-33000001-361339 « Etude en vue de la construction d'un centre de rebus des envois postaux au Cameroun ».

4. Période d'exécution

La présente mission devra être exécutée dans un délai de trois (03) mois.

5. Participation

Pour mener cette étude de préféabilité du projet de construction d'un centre national de traitement des rebuts postaux, le Maître d'Ouvrage fait recours à un expert consultant du domaine postal disposant notamment d'une longue expérience dans ce domaine et ayant conduit en tant que Chef de projet ou membre d'équipe projet, un certain nombre de projets dans le sous-secteur postal et auprès des instances fatières telles que l'UPU et l'UPAP.

6. Composition du dossier de candidature

Les dossiers de candidature sont divisés en deux sections et comprennent les pièces administratives (Section 1) et le Dossier technique (Section 2).

Section 1 : Pièces administratives

Cette section comprend les pièces administratives (originales ou leurs copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) et valables pour l'exercice en cours) suivantes :

- Lettre de motivation dûment signée du consultant ;
- Attestation d'immatriculation (NIU) ;
- Attestation de conformité fiscale ;
- Déclaration sur l'honneur de non abandon de mission au cours des trois dernières années ;
- Relevé d'identité bancaire.

Section 2 : Dossier technique

L'enveloppe B contiendra les informations suivantes :

- Le curriculum vitae daté et signé mettant en relief l'expérience générale du consultant ;
- La compréhension du mandat de mission (TDR) ;
- La copie du diplôme d'Administrateur des Postes et Télécommunications ou d'inspecteur principal des Postes et Télécommunications signée par une autorité administrative ;
- L'expérience spécifique du consultant dans le domaine postal ;
- La méthodologie et le planning d'exécution.

7. Critères d'évaluation et de sélection du consultant

7.1. Critères éliminatoires :

N°	Désignations
01	Dossier administratif incomplet
02	Fausse déclaration, document falsifié
03	Non satisfaction du critère expérience spécifique du consultant
04	Note technique inférieure à 80 points sur 100

7.2. Critères de qualification

N°	Critères	Points
1	Présentation Générale de l'offre	05 pts
	Respect de l'ordre des pièces	1
	Présence d'Intercalaires de couleur	1

NB : Le consultant ne sera évalué que si les justificatifs ci-après ont été produits : copie certifiée du diplôme, curriculum vitae dûment signé et daté par l'expert, justificatifs des expériences déclarées (Contrat travail/certificat de travail/ Attestation de service ...).

N°	Critères	Points		
			Total	
2	Respect de la pagination	1		
	Lisibilité et interligne (1.15)	1		
	Respect de la police (Times new roman, 14)	1		
	Compréhension du mandat de mission (TDR) et suggestions du consultant	20 pts		
3	Bonne compréhension des TDR	10		
	Compréhension moyenne	05		
	Compréhension approximative	03		
	Une suggestion pertinente du consultant	05		
	Au moins deux (02) suggestions pertinentes	10		
	Curriculum vitae daté et signé mettant en relief l'expérience générale du consultant (joindre les justificatifs)	30 pts		
	Faire un Administrateur des Postes ou un Inspecteur principal des Postes (Copie du diplôme signée par une autorité administrative).	05		
4	Avoir une expérience minimale de 25 ans dans le domaine postal.	05		
	Avoir travaillé dans des unités opérationnelles postales en relation avec les acheminements postaux pendant au moins 10 ans (5 points) et avec au moins 5 ans comme dirigeant dans ces unités (5 points).	10		
	Avoir conduit des activités de formation (5 points) et de renforcement de capacités des personnels du secteur postal (5 points).	10		
	Expérience spécifique du consultant dans le domaine postal (joindre les justificatifs)	25 pts		
	Avoir conduit ou été expert consultant dans cinq (05) projets au moins réalisés dans le domaine postal au cours des cinq (05) dernières années (3 points par projet justifié).	15		
5	Avoir conduit en tant que consultant ou expert au moins une (01) mission pour le compte d'une organisation postale internationale au cours des cinq (05) dernières années.	10		
	Méthodologie d'intervention et chronogramme des activités	20 pts		
	Méthodologie pertinente	10		
	Méthodologie moins pertinente	03		
	Adequation entre le planning d'exécution et la méthodologie proposée	10		
Total	Inadéquation entre le planning d'exécution et la méthodologie proposée	03		
		100		

Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Régulation et du Contrôle des Activités Postales (DRP), Porte 137, Tel: (+237) 222232200.

9. Renseignements complémentaires

- Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Régulation et du Contrôle des Activités Postales (DRP), Porte 137, Tel: (+237) 222232200.
- Les formats acceptés sont les suivants :
- 15 Mo pour l'Offre Technique.
- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :
- de couvrir l'identité. Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et les différentes pièces de chaque Offre seront numérotées et séparées par des intervalles
- Volume 1 contenant les pièces administratives ;
- Volume 2 contenant l'Offre Technique.
- Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes :

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

N°/AM/MP/SG/DAG/SDBM/SMA/2026 DU
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULANT INDIVIDUEL CHARGÉ DE
MIEUX UNE ETUDE DE PREFAISABILITE DU PROJET DE CONSTRUCTION D'UN
CENTRE NATIONAL DE TRAITEMENT DES REBUTS POSTAUX AU CAMEROUN.

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

1^{er} étage, porte 162), avec la mention :
Les dossiers de candidature devront être transmises par le soumissionnaire sur la
plateforme COLAPS. Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra faire l'objet d'une
soumission en ligne au plus tard le 06.04.2026 à 14 heures précises, heure locale, à
l'adresse www.marchespublies.cm. Dans les mêmes délais, une copie de sauvegarde dudit
dossier enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et sous pli scellé sera déposée au Ministère des
Postes et Télécommunications, Direction des Affaires Générales (Service des Marchés Publics

8. Dépôts des dossiers

NB : Seuls les candidats ayant totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins
égale à 80 points sur 100, seront invités à proposer une offre financière.

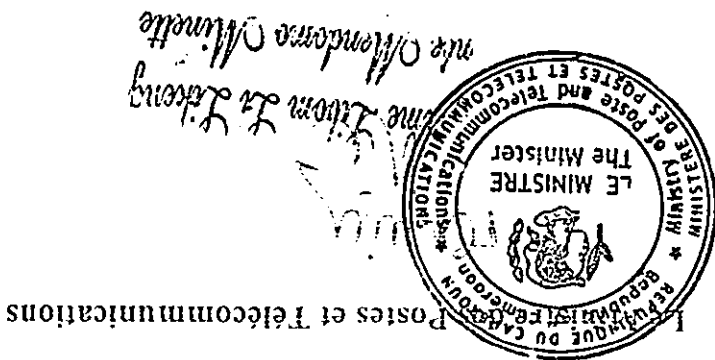
N°	Critères	Points	
1	Présentation Générale de l'offre	05	
2	Compréhension du mandat de mission (MDR) et suggestions du consultant	20	
3	Curriculum vitae daté et signé incluant en relief l'expérience général du consultant	30	
4	Expérience spécifique du consultant dans le domaine postal	25	
5	Méthodologie d'intervention et chronogramme des activités	20	
Total		100	

Récapitulatif des critères de qualification

10. Publication des résultats

Le résultat du présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt sera publié dans le JDM et sur la plateforme COLIPS.

NB : Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 677 08 39 60 725 / 696 03 53 85/-



the regulatory and quality control framework remains inadequate despite legislative progress. Law No. 2020/004 governing postal activities in Cameroon has strengthened the role of MINPOSTEL by establishing a body responsible for postal regulation; however, the lack of operational autonomy and the inconsistency of practices among authorised operators complicate the uniform application of quality standards. Regulation therefore remains

environmental ecosystem and the security of postal items; backdrop of rapid growth in logistics and e-commerce, threatens both the sustainability of the risks associated with the handling of sensitive or dangerous items. This weakness, against a up or destroyed in an unsecured manner, leading to potential pollution, economic losses and definite environmental and security risk. Indeed, undelivered or returned items are often piled • the absence of a national system for managing undelivered postal items poses a transport and, in some cases, legal disputes;

• inadequate handling of undelivered items results in additional costs for storage, the growing volumes of items effectively;

• the lack of specialised infrastructure limits the country's ability to absorb and manage is a real cause for concern for the postal regulator, postal operators and consumers alike;

undeliverable rate ranges between 5% and 15% of items, representing a significant volume of undeliverable mail is estimated at millions of postal items each year. In some countries, the according to available data and studies conducted in the postal sector, the volume of

led the regulator to the following conclusions: the transformation observed in this sector, which has proven economic potential, has

- the technical partners of postal courier operators.
- several postal operators still operate outside the regulatory framework;
- 44 private postal operators add up over 443 postal service points;
- the whole country (around 276 post offices and postal service points);
- the concession holder operator, CAMPOST, which has an extensive network covering activities, the following are particularly worth mentioning:

performance of the national postal system. With regard to the market actors engaged in postal also reveal a number of structural and operational weaknesses that hinder the efficiency and diversification of digital financial services. Whilst these changes provide opportunities, they by the combined effects of market liberalisation, the rise of e-commerce and the

The Cameroon postal sector is undergoing a period of profound transformation, driven

1. Background and Justification

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
THE RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT TO CONDUCT A PRE-
FEASIBILITY STUDY FOR THE CONSTRUCTION PROJECT OF A NATIONAL
POSTAL WASTE PROCESSING CENTRE IN CAMEROON.

00000027

REPUBLIC OF CAMEROON
MINISTRY OF POSTS AND
TELECOMMUNICATIONS
GENERAL SECRETARIAT



REPUBLIC OF CAMEROON
MINISTERE DES POSTES ET
TELECOMMUNICATIONS
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

fragmented, limiting the effectiveness of monitoring and evaluation of postal services, particularly in the critical area of non-deliverable mail management. In short, the quantitative growth of the postal sector has not yet translated into a sufficient improvement in quality. The shortcomings identified highlight the urgent need to put in place modern, specialised and sustainable mechanisms to handle postal waste, reduce economic losses and strengthen users' confidence in the national postal system.

2. Description of services

As part of their assignment, the consultant will be required to carry out a comprehensive analysis of all the optimal requirements necessary for the establishment of this waste processing centre. This will involve reviewing the following non-exhaustive list of elements in relation to the entities concerned:

2-1. Technical specifications for infrastructure and equipment, platforms and standards, human resources, governance and management of the centre.

2-2. Land and environmental aspects

The implementation of the national postal waste centre involves significant land and environmental considerations, which will determine its feasibility and sustainability, as well as the data collection and processing mechanisms to be proposed.

2-4. Strategic partners

The success of the project will depend on effective mobilisation and coordination between public and private sector stakeholders, technical and financial partners, and civil society organisations, all of whom should be consulted. The consultant must list in their proposal the project's stakeholders and partners and their respective roles.

2-5. Financial ownership

The project's sustainability rests on a sound financial model, ensuring that operating costs are sustainable and that dependence on public subsidies is gradually reduced. The aim is to identify or propose the business model best suited to the optimal running of this centre.

2-6. Control and audit mechanisms

To ensure transparency, good governance and accountability, the project will be subject to a rigorous system of controls and audits, covering technical, financial and environmental aspects alike. The aim will be to identify the various types of audit required within the framework of this project.

3. Funding

This project will be funded from the Public Investment Budget of the Ministry of Posts and Telecommunications for the 2026 financial year, budget head No. 450-0-33000001-361339: 'Study for the construction of a postal waste centre in Cameroon'.

4. Execution period

This assignment must be completed within three (03) months.

5. Participation

To carry out this pre-feasibility study for the construction project of a national postal waste processing centre, the Project Owner is seeking a consultant with expertise in the postal

sector who has, in particular, extensive experience in this field and who, as a project manager or project team member, has led a number of projects in the postal sub-sector and with umbrella organisations such as the UPU and the PAPU.

6. Application file

Application files are divided into two sections and comprise administrative documents (Section 1) and the technical documents (Section 2).

Section 1: Administrative documents

This section shall include the following administrative documents (originals and their certified true copies of not more than three (03) months and valid for the current financial year):

a) a cover letter duly signed by the consultant;

b) Registration certificate (NIL);

c) Certificate of tax compliance;

d) Declaration on honour that he/she has not abandoned any contract in the last three years;

e) Bank Account Statement.

Section 2: Technical documents

Envelope B shall contain the following information:

- A dated and signed curriculum vitae highlighting the consultant's general experience;
- An understanding of the terms of reference (TOR);
- A copy of the diploma as a Post and Telecommunications Administrator or Senior Post and Telecommunications Inspector, signed by an administrative authority;
- The consultant's specific experience in the postal sector;
- The methodology and implementation schedule.

7. Criteria for the evaluation and selection of the consultant

7.1. Eliminator criteria:

No.	Designations
01	Incomplete administrative document
02	False declaration, forged document
03	Failure to meet the criterion for the consultant's specific experience
04	Technical score below 80 points out of 100

7.2. Selection criteria:

No.	Criteria	Points
1	General presentation of the bid	05 pts
1	Documents in the correct order	1
1	Use of coloured dividers	1
1	Correct pagination	1
1	Legibility and line spacing (1.15)	1

No.	Criteria	Points
2	Use of the specified form (Times New Roman, 14)	1
	Understanding the mandate of the mission (TOR) and the consultant's suggestions	20 pts
3	Good understanding of the TOR	10
	Average understanding	05
	Approximate understanding	03
	One relevant suggestion from the consultant	05
	At least two (02) relevant suggestions	10
	Dated and signed curriculum vitae highlighting the consultant's general experience (attach supporting documents)	30 pts
	Be a Postal Administrator or a Senior Postal Inspector (copy of diploma signed by an administrative authority):	05
4	Must have a minimum of 25 years' experience in the postal sector.	05
	Must have worked in operational postal units involved in postal delivery for at least 10 years (5 points) and must have spent at least 5 years in a managerial role within these units (5 points).	10
	Must have led training activities (5 points) and capacity-building initiatives for staff in the postal sector (5 points).	10
	The consultant's specific experience in the postal sector (attach supporting documents)	25 pts
	Must have led or acted as an expert consultant on at least five (05) projects carried out in the postal sector over the last five (05) years (3 points per substantiated project).	15
	Must have led, as a consultant or expert, at least one (01) assignment on behalf of an international postal organisation over the last five (05) years.	10
	Project methodology and schedule of activities	20 pts
5	Relevant methodology	10
	Less relevant methodology	03
	Consistency between the implementation schedule and the proposed methodology	10
	Inconsistency between the implementation schedule and the proposed methodology	03
	Total	100

NB: The consultant will only be assessed if the following supporting documents have been provided: a certified copy of his certificates, a curriculum vitae duly signed and dated by the expert, and evidence of the experience declared (employment contract/certificate of employment/certificate of service, etc.).

Summary of the qualification criteria

No.	Criteria	Points
1	General presentation of the bid	05
2	Understanding the mandate of the mission (TOR) and the consultant's suggestions	20
3	A dated and signed curriculum vitae highlighting the consultant's general experience	30
4	The consultant's specific experience in the postal sector	25
5	Project methodology and schedule of activities	20
Total		100

NB: (Only consultants with a technical score equal to at least a total score of eighty (80) out of one hundred (100) points after the evaluation session shall be invited to make a financial bid.

8. Submission of files

Applications must be submitted by the tenderer via the COLIPS platform. Each tender, written in French or English, must be submitted online by no later than on **0.6.2026** at 2 p.m. prompt local time on www.marchespublies.cm Within the same timeframe, a backup copy of the said application, saved on a USB stick or (CD/DVD) and placed in a sealed envelope, must be submitted to the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of General Affairs (Public Contracts Service, 1st floor, room 162), labelled as follows :

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. /AMT/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2026 OF
 FOR THE RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT TO CONDUCT A
 PRE-FEASIBILITY STUDY FOR THE CONSTRUCTION PROJECT OF A NATIONAL
 POSTAL WASTE PROCESSING CENTRE IN CAMEROON.

"to be opened only during the bid-opening session"

The documents making up the Tender will be divided into three volumes:

- Volume 1 containing the administrative documents;
- Volume 2 containing the Technical Offer.
- The various documents in each Tender will be numbered and separated by identically coloured dividers. The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:
- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer.
- The following formats are accepted:
- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

9. Additional information
- Additional information may be obtained during working hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Regulation and Control of Postal Activities (DRP), Room 137, Tel.: (+237) 222232200.
10. Publication of results
- The result of this Call for Expressions of Interest will be published in the platform JDM and on the COLIPS platform.
- NB : In the case of any bribery attempt or bad practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 677 08 39 60 725 / 696 03 53 85.-

The Minister of Posts and Telecommunications



Mme Liliane N. Njomo
Mme Liliane Njomo